

Unité départementale du Loiret
3 rue de Carbone
45072 Cedex 2

Orléans, le 22/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PFMP PROGIPHARM

Rue du Lycée
45500 Gien

Références : 357/2024
Code AIOT : 0010001460

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2024 dans l'établissement PFMP PROGIPHARM implanté Rue du Lycée ZI 45500 Gien. L'inspection a été annoncée le 07/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PFMP PROGIPHARM
- Rue du Lycée ZI 45500 Gien
- Code AIOT : 0010001460
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Pierre Fabre Medicament Production (PFMP) PROGIPHARM est une entreprise pharmaceutique

située à Gien.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 LI Enregistrement
- AN24 Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	LISTE DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 1.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Quantité de liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 1.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Inventaire des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 7.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
4	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 7.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Inventaires des substances ou préparations dangereuses présentes	Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 7.2.1 et 10.6.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Implantation Liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
7	Stockage de liquides inflammables du parc n°2 (bat R)	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.1.8	Demande d'action corrective	2 mois
8	RESERVOIRS	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.1.3	Demande d'action corrective	2 mois
9	Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII.1 et 2A	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Plan de secours	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.6.6.6	Demande d'action corrective	2 mois
13	Valeurs limites d'émission des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 4.3.9	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
12	PRESCRIPTIONS SUR LES PRELEVEMENTS EN CAS DE SECHERESSE	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 4.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : LISTE DES INSTALLATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 1.2.1						
Thème(s) : Situation administrative, LISTE DES INSTALLATIONS						
Prescription contrôlée :						
Rubrique et alinea	Cl	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2260.1a	E	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et	Mélangeurs et granulateurs formes sèches	Puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation	> 500 kW	618,1 kW

		décorticati on des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés p o u r animaux, mais à l'exclusion d e s activités visées par l e s rubriques 2220, 2221 ou 3642.				
4331.2	E	Liquides inflammab les de catégorie 2 o u catégorie 3 à l'exclusion d e l a rubrique 4330.		Quantité t o t a l e susceptibl e d'être présente	≥ 100 et <1000 t	128,4 t
1185.2a	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I d u règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés. 2.	Équipeme n t s frigorifique s o u climatique s d e capacité unitaire supérieure à 2 kg	Quantité cumulée de fluide susceptibl e d'être présente	≥ 300 kg	752 kg

		fluorés. 2. E m p l o i dans des équipeme nts clos en exploitatio n.				
1510.3	DC	Entrepôts couverts (stockage d e matières o u produits combustib les en quantité supérieure à 5 0 0 t o n n e s dans des), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage d e catégories d e matières, produits o u substances relevant, p a r ailleurs, de la présente nomenclat ure, des bâtiments destinés exclusivem ent au remisage d e véhicules à moteur et de leur	Magasin J: volume: 30 360 m3 quantité: 1 3 4 7 t o n n e s	V o l u m e d e s entrepôts	≥ 5 000 m3 et < 50 000	30360 m3

		remorque, d e s établissem e n t s recevant du public et des entrepôts frigorifique s.				
2630.b	D	Détergents et savons (fabricatio n de ou à base de)	Fabricatio n d e produits d'hygiène (atelier de fabrication des formes liquides C2)	Capacité d e productio n	$\geq 1 \text{ t/j}$ et ≤ 50	25 t/j
2663.2c	D	Pneumatiqu es et produits dont 50 % au moins d e l a m a s s e t o t a l e unitaire est composée d e polymères (matières plastiques, caoutchou c s , élastomère s, résines et adhésifs synthétiqu e s) (stockage de)	Stockage d e plastiques d'emballag es PVC, polyéthylè ne et propylène.	V o l u m e susceptible d'être stocké	$\geq 1\,000 \text{ m}^3$ et $< 10\,000 \text{ m}^3$	1216 m ³
2910.A2	DC	Combustio n , à l'exclusion d e s	3 chaudières au gaz naturel	Puissance thermique nominale d e	$> 1 \text{ MW}$ et < 20	10,16 MW

		<p>d e s installation s visées par l e s rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installatio n consomme exclusivem ent, seuls ou e n mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestiqu e, du charbon, des fiouls lourds, de l a biomasse</p>	<p>naturel d ' u n e puissance totale de 9,6 MW Groupes motopom pes (fioul): - 1 pour les RIA: 20 kW - 2 pour les sprinklers: 2 x 206 kW - 1 groupe de secours: 5 kW - 1 groupe de secours: 5 kW - 1 groupe électrogèn e (fioul) p o u r l'informati que: 118 kW</p>	<p>d e l'installatio n</p>		
4130.2b	D	<p>Toxicité a i g u ë catégorie 3 pour les v o i e s d'expositio n par inhalation. 2 . Substance s e t mélanges liquides</p>	<p>Méthanol, formaldéh yde, ...</p>	<p>Quantité t o t a l e susceptibl e d'être présente</p>	<p>≥ 1 t et <10 t</p>	<p>2,7 t</p>
4140.1b	D	<p>Toxicité a i g u ë catégorie 3 pour la v o i e d'expositio</p>		<p>Quantité t o t a l e susceptibl e d'être présente</p>	<p>≥ 5 t et <50 t</p>	<p>10,9 t</p>

		d'exposition orale (H301). 1. Substances et mélanges solides.				
4510.2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.		Quantité totale susceptible d'être présente	≥ 20 t et <100 t	

Constats :

Vu : État des stocks (nouveau logiciel de gestion)

Une actualisation de classement a été actée le 23 mai 2019 par lettre préfectorale.

Depuis, du fait des évolutions de la nomenclature des ICPE, certaines rubriques ont évolué, notamment la rubrique 1510, impliquant la nécessité de procéder à une nouvelle actualisation du classement des activités de l'établissement (nouvel assujettissement des activités suite aux dernières évolutions non effectué par l'exploitant à date).

Lors de l'inspection il est notamment relevé les points suivants :

- la rubrique 4331 n'a pas été réévaluée en fonction notamment de la présence de liquides inflammables dans les produits finis et dans les déchets. Par ailleurs, les volumes associés à cette rubrique doivent être pris en compte pour l'assujettissement à la rubrique 1510 (suivant conditions spécifiques) ;
- la rubrique 1530 a été modifiée par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 article 1er et annexe I. A noter que les volumes associés à cette rubrique doivent être pris en compte pour l'assujettissement à la rubrique 1510 (suivant conditions spécifiques) ;
- les volumes associés à la rubrique 1510 doivent être réévalués selon les IPD (Installations de stockage pourvues d'une toiture) de l'établissement. Le cas échéant, un récolement de l'arrêté du 11 avril 2017 devra être effectué en cas du dépassement du seuil d'enregistrement.

Constat : L'exploitant n'a pas effectué l'assujettissement réglementaire de son site à la nouvelle rubrique 1510 tenant compte des IPD présents sur le site et de l'éventuelle intégration des autres rubriques ICPE de stockage de matières inflammables et/ou combustibles (4331, 1530, 2663, etc).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°1] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 2 mois**N° 2 : Quantité de liquides inflammables****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 1.2.1**Thème(s) :** Situation administrative, Quantité de liquides inflammables**Prescription contrôlée :**

Rubrique et alinea	Cl	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
4331.2	E	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.		Quantité totale susceptible d'être présente	≥ 100 et <1000 t	128,4 t

[...]

Constats :

Il est constaté, lors de l'inspection, sur les relevés hebdomadaires et mensuels des stocks de produits (logiciel interne), le dépassement du volume maximum autorisé pour la rubrique 4331 (fixé à 128.4 t), sans dépassement de seuil :

- semaine 48 de l'année 2022, plus de 205 tonnes présentes sur site ;
- semaine 21 de l'année 2024, plus de 183 tonnes présentes sur site ;
- en juin 2024, 158.6 tonnes présentes sur site.

Certains de ces dépassements sont consécutifs à la casse de matériels de production, impliquant un stockage des matières premières plus long qu'à l'accoutumée.

<p>Constat : L'exploitant n'a pas respecté les volumes maximum autorisés au titre de la rubrique 4331, à plusieurs reprises ces dernières années.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°2] formulé et notamment la gestion de stocks en cas d'afflux non prévu (lieu de stockage, étude de flux thermique si nécessaire,...). En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Inventaire des substances dangereuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 7.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire des substances dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en oeuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks ont été présentés à l'inspection des installations classées. L'état des stocks est mis à jour quotidiennement.</p> <p>Il n'est pas possible de connaître l'emplacement des substances ou préparations dangereuses au sein de l'établissement (absence de plan et emplacement non spécifié dans l'état de stocks).</p> <p>Les substances associées aux rubriques 4000 non classées au titre de la réglementation ICPE, ne sont pas renseignées au sein de l'état des stocks. Les mentions de dangers ne sont pas renseignés au sein de l'État des stocks.</p> <p>Fiches de données sécurité consultées : éthanol et huile essentielle de Badiane.</p>

<p>Constat : l'état des stocks des substances dangereuses est incomplet, notamment il ne comprend ni les emplacements de stockage ni les mentions de danger.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°3] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Zonage des dangers internes à l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers internes à l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Plusieurs plans ont été présentés à l'inspection des installations classées dont les deux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> un plan ETARE de 2019 élaboré en collaboration avec le groupement de prévention prévision et planification du SDIS ; ce plan fait apparaître notamment les bâtiments et risques associés, leurs surfaces, les postes associés aux utilités (gaz, eau, électricités). L'absence de légende de ce plan ne permet pas une lecture aisée de celui-ci ; un plan général « usine », sur lequel sont indiqués les matières stockées au sein de chaque bâtiment, les risques d'explosions associés. Les quantités maximums des produits présents au sein de chaque bâtiment ne sont pas indiquées (et non extractibles de l'état des stocks), et les types de dangers associés aux produits n'est pas renseigné. L'absence de légende de ce plan ne permet pas une lecture aisée de celui-ci. <p>Constat : Les plans des zones de dangers sont incomplets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°4] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Inventaires des substances ou préparations dangereuses présentes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 7.2.1 et 10.6.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Inventaires des substances ou préparations dangereuses présentes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.2.1 L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Article 10.6.1.2 (magasin J) L'exploitant tient à jour un état de localisation des produits stockés (nature des dangers et quantité), dont la forme est soumise à l'avis des services d'incendie et de secours dans le cadre du plan de secours. Ce document est facilement accessible aux services de secours en cas d'incendie et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées. En particulier, l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consultés : FDS Ethanol et Huile essentielle de Badiane ; Etat des stocks ; Inventaire</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks ont été présentés à l'inspection des installations classées. L'état des stocks est mis à jour quotidiennement.</p> <p>Les substances associées aux rubriques 4000 non classées au titre de la réglementation ICPE, ne sont pas renseignées au sein de l'état des stocks. Les mentions de dangers ne sont pas renseignés au sein de l'État des stocks.</p>

Un état des stocks « simplifié » n'est pas facilement extractible (nature et quantités approximatives des substances/produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activité ou de stockage).

Sur site : Il a été vérifié par sondage, une absence de mise sur rétentions de produits incompatibles. L'inspection ne relève pas d'écart sur ce point.

Constat : L'état des matières stockées est incomplet et difficilement extractible, ce qui ne permet pas de répondre à l'objectif de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°5] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Implantation Liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Implantation Liquides inflammables

Prescription contrôlée :

Lorsque les stockages sont en plein air (parc inflammables n°1) ou dans un bâtiment (V) affecté à l'usage exclusif du dépôt, leur accès est convenablement interdit à toute personne étrangère à son exploitation.

Le dépôt (parc inflammables n°1) est en plein air et il se trouve à moins de six mètres d'un emplacement renfermant des matières combustibles, il en est séparé par un mur coupe-feu de degré deux heures, d'une hauteur minimale de deux mètres.

Le dépôt (V) est dans un bâtiment à usage simple, d'un seul niveau et de plain-pied, les éléments de construction du bâtiment présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- paroi REI 120 (coupe-feu de degré deux heures),
- couverture incombustible.

Constats :

Vu sur site : un stockage souterrain de liquides inflammables et des cuves inox aériennes (glycérine et sucre), en lieu et place du bâtiment R.

Le bâtiment cité comme étant l' "emplacement renfermant des matières combustibles" ("bâtiment" R) est désormais occupé par des stockages aériens de glycérine et de sucre (voir point n°7). Le parc inflammable n°2 (parc aérien, jugé non conforme lors d'une précédente inspection),

a été démantelé et remplacé par un nouveau parc inflammable enterré.
Constat : Cette prescription est inadaptée et doit faire l'objet d'une demande de mise à jour par l'exploitant, qui viendra décrire les nouvelles modalités de stockage et justifier de la conformité de la nouvelle installation (parc inflammable enterré).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°6] formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Stockage de liquides inflammables du parc n°2 (bat R)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.1.8
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de liquides inflammables du parc n°2 (bat R)
Prescription contrôlée :
ARTICLE 10.1.8. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU STOCKAGE DE LIQUIDES INFLAMMABLES DU PARC INFLAMMABLES N°2 (BATIMENT R) [...]
Constats :
Il n'y a plus de stockage de liquide inflammable du parc n°2 sur site. Le "bâtiment" R accueille désormais un stockage aérien de glycérine et de sucre. L'exploitant n'est pas en mesure de préciser si des installations ont été ou non démantelées, et à quelle date.
Constat : Cette prescription est inadaptée et doit faire l'objet d'une demande de mise à jour par l'exploitant, qui viendra justifier de la conformité de la nouvelle installation (stockage et dépotage de glycérine et sucre).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°7] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : RESERVOIRS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, RESERVOIRS

Prescription contrôlée :

Les liquides inflammables sont renfermés dans des récipients qui peuvent être soit des bidons, soit des fûts, soit des réservoirs fixes. Ces récipients sont fermés. Ils doivent porter en caractères lisibles la dénomination du liquide renfermé. [...]

Constats :

Vu : les cuves inox du bâtiment S. L'exploitant indique que ces cuves contiennent des liquides inflammables.

Constat : il n'a pas été constaté la présence en caractères lisibles de la dénomination du liquide renfermé dans les cuves inox du bâtiment S.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°8] formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Etude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII.1 et 2A

Thème(s) : Risques accidentels, Etude des effets thermiques

Prescription contrôlée :

1. Étude des effets thermiques

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

« Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

2. Mesures à prendre

A.-Lorsque l'étude précitée met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/ m2 en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m2 :

- soit un système d'extinction automatique d'incendie ;

- soit un dispositif séparatif REI 120 conformes aux dispositions prévues par le point 6 de l'annexe II. afin de réduire la surface maximale des cellules à 3 000 m2 ainsi que des dispositifs de désenfumage conformes aux dispositions prévues par le point 5 de l'annexe II. Le dépassement des murs REI 120 en toiture peut être remplacé par un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture. L'exploitant vérifie la compatibilité du dispositif mis en place avec le comportement au feu de la structure. Les justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette disposition n'est pas applicable aux cellules frigorifiques à température négative.

Constats :

Conformément au point de contrôle 1, l'exploitant doit procéder à la vérification de l'assujettissement de son établissement à la rubrique 1510 (et notamment, le régime auquel il est soumis).

L'étude de flux thermique présentée, montre que les flux de moins de 5kW/m² sortent en limite nord-ouest du site (cellule échantillonneuse, bâtiment X). Cette modélisation montre également qu'il n'y a pas de flux de 8kW/m² qui sortent du site, n'imposant donc pas de mesure technique ou constructive supplémentaire (point 2 de la prescription). A noter qu'il est relevé au sein du document pour chaque stockage le commentaire suivant « L'exploitant n'a pas communiqué le volume de son stockage. » La visite sur site a permis de constater, au jour de l'inspection, de la faible quantité de produits stockés dans le bâtiment X.

Au sein du rapport, le bureau d'études a fait état d'un certain nombres de propositions d'amélioration, mais l'exploitant ne s'est pas positionné quant à la mise en place de l'une ou l'autre des mesures. (Mise en place de dispositions constructives plus contraignantes (murs REI 120minutes, porte coupe-feu, ...) pour les stockage concernés ; Modification de la disposition du stockage (hauteur, disposition, ...) ; Diminution du volume de stockage au sein de la cellule,...).

Constat : Du fait d'une incertitude quant aux volumes maximum réellement stockés dans les cellules, et une absence de positionnement de l'exploitant sur les conclusions du bureau d'études, cette étude ne peut être considérée comme complète.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°9] formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Plan de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.6.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de secours
Prescription contrôlée : Un plan de secours est établi par le responsable de l'établissement, en liaison avec les services départementaux d'incendie et de secours. L'exercice incendie est renouvelé tous les trois ans.
Constats : Le plan de secours a été présenté à l'inspection des installations classées. Il est élaboré en lien avec les services départementaux d'incendie et de secours. Aucune légende n'est associée au plan. Les rubriques ICPE et le type de risque associé à celles-ci ne sont pas mentionnés sur le plan. Constat : Le plan de secours est incomplet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°10] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

<p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement produit des médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé. Il n'y a pas de ligne dédiée à ce type de médicament.</p> <p>Le site est exempté des dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p> <p>A noter que le site est dans une démarche de réduction de consommation d'eau au niveau de l'ensemble des établissements du groupe Pierre Fabre.</p> <p>Constat : absence d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : PRESCRIPTIONS SUR LES PRELEVEMENTS EN CAS DE SECHERESSE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 4.1.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, PRESCRIPTIONS SUR LES PRELEVEMENTS EN CAS DE

SECHERESSE

Prescription contrôlée :

En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :

- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,
- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;
- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ;
- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.

Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Lorsque le Préfet constate par arrêté préfectoral l'état d'alerte ou l'état de crise sur la masse d'eau mentionnée dans le tableau de l'article 4.1.1 (par exemple : la nappe de Beauce Centrale, la Loire, la rivière Cher,...), l'exploitant doit mettre en œuvre les mesures de réduction temporaire de ses prélèvements, d'économie d'eau et de limitation de ses rejets aqueux (dans le respect des contraintes de sécurité des installations), qui suivent :

état d'alerte

- la suppression de l'arrosage des espaces verts,
- une réduction des prélèvements de 20 % doit être réalisée,

état de crise

- l'industriel doit arrêter tous les prélèvements qui ne sont pas indispensables au maintien de l'outil de production.

Constats :

Le site se trouve en zone d'alerte "Loire aval". Au jour de l'inspection, cette zone ne fait l'objet d'aucun type d'alerte particulier.

L'exploitant a mis en place un certain nombre de mesures de restrictions d'usages (arrêt de l'arrosage, information du personnel, vigilance quant à la consommation d'eau,...)

Le site consomme environ 11 m³/an d'eau issue d'un forage.

Les seuls équipements reliés au forage d'eau sont : la centrifugeuse et l'évier de la station d'épuration.

Constat : Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Valeurs limites d'émission des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °4 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5.)
Constats : Au cours de l'inspection il est vérifié le respect des valeurs limites en concentration et en flux au point de rejet n°4, sur la période juillet 2022 à juin 2024. Il est observé : <u>Pour le paramètre DCO :</u> - 6 dépassements de la VLE (valeur limite d'émission) en concentration en septembre 2022. L'exploitant indique que ces dépassements sont dus à un déversement accidentel en saccharose, entre le 05/09/22 et le 22/09/22 ; Actions mises en place par l'exploitant : Le déversement de solution de saccharose a été stoppé au plus tôt. Les résidus de matière restants ont été envoyés en usine de méthanisation. Il n'y a pas eu d'autre dépassement depuis. <u>Pour le paramètre AOX (analyse semestrielle) :</u> - 1 dépassement de la VLE en concentration en octobre 2022 ; - 1 dépassement de la VLE en concentration en avril 2023 ; - 1 dépassement de la VLE en concentration en octobre 2023 ; - absence de dépassement en avril 2024. Actions mises en place par l'exploitant : Sollicitation du prestataire de gestion de la STEP pour une interprétation plus fine des résultats grâce à des analyses complémentaires. <u>Pour le paramètre P total (analyse hebdomadaire) :</u> - 1 dépassement de la VLE en concentration en septembre 2022 ; - 4 dépassements de la VLE en concentration en décembre 2022 ; - 1 dépassement de la VLE en concentration en mars 2023 ; - 1 dépassement de la VLE en concentration en avril 2023 ; - 1 dépassement de la VLE en concentration en mai 2023 ; - 2 dépassements de la VLE en concentration en novembre 2023 ; - 2 dépassements de la VLE en concentration en janvier 2024 ; - 2 dépassements de la VLE en concentration en avril 2024. Actions mises en place par l'exploitant : - Injection de chlorure ferrique en permanence plutôt que ponctuellement à l'apparition des dépassements (décembre 2022) ;

- Une analyse de caractérisation des phosphores et d'identification de leur provenance interne prévue sur le second semestre 2023 ;
- Mise en place d'un captage plus fin des rejets aqueux du laboratoire sur le second semestre. Recherche d'une solution pour déterminer l'origine du rejet via un devis pour réaliser des analyses directement sur les fosses. Prestation à envisager sur le premier trimestre 2024.
- Le site recherche le moyen de cibler les zones d'émission des phosphores :
- Par analyse globale des plannings de productions en amont des dépassements.
- Par analyse chimique des rejets par zone de production. Les différentes options d'analyses sont à l'étude pour trouver celle qui offre le meilleur taux de réussite.

Pour le paramètre Zinc (analyse semestrielle) :

- 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en flux en octobre 2022 ;
 - 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en concentration en avril 2023 ;
 - 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en flux en octobre 2023 ;
 - 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en flux en avril 2024.
- Absence de recherche particulière des causes des dépassements sur ce paramètre, malgré des dépassements de la VLE en flux et/ou en concentration à chaque prélèvement.

Pour le paramètre Nickel (analyse semestrielle) :

- 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en flux en octobre 2022 ;
 - 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en flux en avril 2023 ;
 - 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en flux en octobre 2023 ;
 - 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en flux en avril 2024.
- Absence de recherche particulière des causes des dépassements sur ce paramètre, malgré des dépassements de la VLE en flux à chaque prélèvement.

Pour le paramètre azote global :

- 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en concentration et un dépassement de la VLE en flux en novembre 2022.

Analyses des sources éventuelles par le prestataire de gestion de la STEP interne et surveillance au contrôle suivant

Il est observé des dépassements des valeurs limites d'émission en concentration, récurrents pour les paramètres phosphore et AOX. Les paramètres Zinc et Nickel sont également sujets aux dépassements en flux sur chaque analyse réalisée depuis octobre 2022.

Constat : Les rejets aqueux du site font l'objet de dépassements réguliers des VLE sur les paramètres phosphore, AOX (en concentration) mais également Zinc et Nickel (en flux).

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°13] formulé et notamment les résultats des recherches de causes engagées et les plans d'actions associés pour pallier aux dépassements réguliers observés sur les différents paramètres ayant subi des dépassements ces dernières années. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>